

**DÉCLARATION D'AGRÈMENT DES ENTREPRISES FOURNISSANT
UNE DOMICILIATION JURIDIQUE (ENTREPRENEUR INDIVIDUEL)**

PREMIÈRE DEMANDE
(Barrer les mentions inutiles)

RENOUVELLEMENT

MODIFICATION

I/ COORDONNÉES DE L'ENTREPRISE

Dénomination de l'entreprise :

Activité de l'entreprise :

Adresse de l'entreprise : N° rue

Code postal Ville

Le cas échéant, adresse des établissements secondaires de l'entreprise :

En cas d'établissements secondaires multiples, merci d'établir une annexe à la demande indiquant les coordonnées de chaque établissement

N° rue

Code postal Ville

Cas particulier : si la société était en activité au 31/12/09, indiquer le **numéro d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers** (accompagné de l'extrait k bis ou D1 correspondant), voire son numéro d'enregistrement au CFE pour un auto-entrepreneur :

Numéro RCS :

Numéro Répertoire des Métiers :

Numéro Insee (autoentrepreneur) :

2/ COORDONNÉES ET ÉTAT CIVIL DE L'EXPLOITANT

Nom, prénom de l'exploitant :

Date de naissance [][][] Lieu de naissance

Domicile personnel de l'exploitant : N° rue.....

Code postal..... Ville.....

Qualité et profession de l'exploitant :.....

Fait à _____, le _____

Signature du déclarant :

PIECES A JOINDRE : VOIR LISTE CI-APRES



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

ATTESTATION D'HONORABILITE

Une attestation d'honorabilité doit être établie pour chacun des dirigeants, exploitants, actionnaires ou associés.

Je soussigné(e), prénom, nom

Domicilié(e) : n° **rue**

Code postal **Ville**

Exerçant la profession de :

.....

Et agissant en qualité :

.....

De l'entreprise individuelle :

Dénomination/ raison sociale :

Le cas échéant sa forme juridique :

.....

Adresse du siège social : n° **rue**

Code postal **Ville**

Numéro RCS :

Numéro Répertoire des Métiers :

Numéro Insee (autoentrepreneur) :

Le cas échéant, adresse des établissements secondaires

En cas d'établissements secondaires multiples, merci d'établir une annexe récapitulant les coordonnées de chaque établissement secondaire

Adresse du siège social : n° rue.....

Code postal..... Ville.....

ATTESTE QUE :

Je n'ai jamais fait l'objet d'une condamnation définitive pour crime ou à une peine d'au moins trois mois d'emprisonnement sans sursis pour :

- l'une des infractions prévues au titre Ier du livre III du code pénal et pour les délits prévus par des lois spéciales et punis des peines prévues pour l'escroquerie et l'abus de confiance ;
- recel ou l'une des infractions assimilées au recel ou voisines de celui-ci, prévues à la section 2 du chapitre Ier du titre II du livre III du code pénal ;
- blanchiment ;
- corruption active ou passive, trafic d'influence, soustraction et détournement de biens ;
- faux, falsification de titres ou autres valeurs fiduciaires émises par l'autorité publique, falsification des marques de l'autorité ;
- participation à une association de malfaiteurs ;
- trafic de stupéfiants ;
- proxénétisme ou l'une des infractions prévues par les sections 2 et 2 bis du chapitre V du titre II du livre II du code pénal ;
- l'une des infractions prévues à la section 3 du chapitre V du titre II du livre II du code pénal ;
- l'une des infractions à la législation sur les sociétés commerciales prévues au titre IV du livre II du présent code ;
- banqueroute ;
- pratique de prêt usuraire ;
- l'une des infractions prévues par la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries, par la loi du 15 juin 1907 relative aux casinos et par la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 relative aux jeux de hasard ;
- infraction à la législation et à la réglementation des relations financières avec l'étranger ;
- fraude fiscale ;
- l'une des infractions prévues aux articles L. 115-16 et L. 115-18, L. 115-24, L. 115-30, L. 121-6, L. 121-28, L. 122-8 à L. 122-10, L. 213-1 à L. 213-5, L. 217-1 à L. 217-3, L. 217-6 à L. 217-10 du code de la consommation ;
- l'une des infractions prévues aux articles L. 8221-1 et L. 8221-3 du code du travail ;

Je n'ai pas été l'auteur de faits ayant donné lieu, depuis moins de cinq ans, à une sanction disciplinaire ou administrative de retrait de l'agrément de l'activité de domiciliation ;

Je n'ai pas été frappé de faillite personnelle ou de l'une des mesures d'interdiction ou de déchéance prévues au livre VI du code du commerce.

Fait à _____, le _____

Signature du déclarant :

**PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER
- POUR UN ENTREPRENEUR INDIVIDUEL -**

- la déclaration d'agrément des entreprises fournissant une domiciliation juridique (entrepreneur individuel) complétée et signée ;
- Extrait KBIS de moins de 3 mois ou D1 pour les entreprises soumises à l'immatriculation au répertoire des métiers ;
- Copie d'une pièce d'identité de l'exploitant en cours de validité ;
- Document permettant de connaître l'état civil de l'exploitant : extrait d'acte de naissance... ;
- Extrait de casier judiciaire n° 3 pour les ressortissants étrangers ;
- Toutes pièces, pour l'établissement principal et le ou les établissement(s) secondaire(s), justifiant de la mise à la disposition des personnes domiciliées de locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance d l'entreprise ainsi que la tenue, la conservation et la consultation des livres, registres et documents prescrits par les lois et règlements. Il peut s'agir d'un plan de masse du bâtiment, de relevés cadastraux des locaux, d'un descriptif des locaux accompagné de photographies ;
- Tous documents pour justifier que l'entreprise est propriétaire des locaux mis à la disposition de la personne domiciliée ou titulaire d'un bail commercial pour l'établissement principal et le ou les établissement(s) secondaire(s). Il peut s'agir soit d'un acte notarié, soit d'un contrat de bail qui autorise l'activité de domiciliation d'entreprises ou de centre d'affaires ;
- L'attestation d'honorabilité dûment complétée et signée.

En fonction du dossier présenté, d'autres pièces pourront être demandées.